

# Registratura CA Cluj

From:  
Sent:  
To:

Camelia Bogdan  
marți, 7 decembrie 2021 08:11

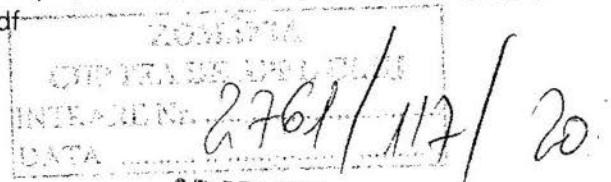
Subject:

rugaminte atasare dosar nr.2761/117/2019 termen pronuntare: 23.11.2021, cerere de repunere pe rol

Attachments:

cedo 6 09 2021.pdf; Protocol bilingual judecatorie dizolvarea Grivco11.07.2008.pdf; Traducere cesiune Grivco fiice 19.06.2006.pdf; Traducere protocol dizolvarea Grivco11.07.2008.pdf; raportcanadien.zip; NuH2IFXwnm0No30Z.png; Annex Report 1990 Arrest Mr DAN VOICULESCU\_RO.docx; REPORT ICE DUNAREA 4.4 BIL USD (1)\_EN.docx; Securitate Austria\_Dr.pdf; extract 90 la suta Commercial Maritime LTD\_TRADUCERE-1-13\_EN (1).pdf

*7.12.2021*  
Stimate Domnule Presedinte,  
Onorat Complet,



07. DEC. 2021

Cu deosebit respect, va multumesc, cu titlu primordial, pentru atentia acordata cauzei mele si pentru atasarea incheierii de ședință din 23.11.2021, in vederea identificarii motivului ramanerii in pronuntare si formularii de concluzii scrise.

Corolar identificarii motivului ramanerii in pronuntare, cu deosebit respect, reiteram cererea de admitere a apelului si trimiterea cauzei spre rejudecare, ca urmare a nemotivării sentinței primei instanțe, aspect necontestat cu succese intimită.

Pentru argumente ce tin de calitatea actului de acces la justitie care trebuie insa avute in vedere doar prin raportar la interesul procesual al partilor ce consta in evitarea tergiversarii nejustificate a cauzei, nulitatea relativa derivand din nelegala citare neputand fi invocata cu succes in cazul admiterii apelului (subsemnata fiind in mod primordial preocupata de uniformizarea standardului la nivel international, fiind astfel invitata la interviul pentru ocuparea pozitiei de conducere din cadrul Departamentului juridic al FMI:

<https://liberalist.ro/comunicate/camelia-bogdan-indeplineste-conditiile-pentru-agc-advisor-la-fondul-monetary-international/>

apreciem ca solutia corecta ar fi de repunere a cauzei pe rol,  
corolar:

1. imprejurarii ca subsemnata nu a fost legal citata la CA SALCUDEAN, asa cum figureaza pe portalul instantei.

In sustinerea nelegalei citari, evocam imprejurarea ca nu dna avocat DIANA GAVRA mi-a asigurat apărarea la fond, dna.avocat Silvia Uscov, la care s-au efectuat de altfel toate comunicarile din prezenta cauza. Precizez ca eu am incheiat cu domnul avocat Salcudean un contract pentru stabilirea sediului procesual pentru toate procesele in care subsemnata figurez ca parte, insa nu am un asemenea contract incheiat cu dna Diana GAVRA, care m-a reprezentat insa cu succes in toate procesele cu FACIAS.

In prezenta cauza, eu am depus toate eforturile pentru a ma prezinta in fata instantei prin aparator ales, in prezenta domnului avocat Alexandru Multescu, care ma reprezinta in cauzele in care CRESCENT si GRIVCO imi cer daune morale pentru ca le-am confiscat fondurile infractionale ce se cuvin bugetului de stat corolar condamnarii domnului DAN VOICULESCU prin decizia 888.8.08.2014 a CAB-Sectia a II-a penala, in completul prezisat de mine. Precizez ca subsemnata si-a ales cu titlu prioritar sa asigure aparari de succes in fata instantelor din Romania pentru salvagardarea Statului de drept, in ciuda situatiei financiare precare, ce reiese din propunerea de intelegera inainte de CEDO si asumata de statul roman, care recunoaste situatia de suspendare ilegală in care se regaseste subsemnata, conform inscrisului atasat. Cu toate acestea, am dorit sincer sa fiu reprezentata de domnul avocat Alexandru MULTESCU, obligandu-ma sa ii asigur cheltuielile de cazare si reprezentare din bursa de student al Universitatii George Washington, insa nu am cunoscut termenul acordat in cauza, urmarind trimiterea citatiei la

Dnei Anamaria Lucia ZAHARIA  
Curtea de Apel Bucureşti Secţia a VI-a  
splaiul Independenţei nr. 5 biroul E 86  
050 091 BUCUREŞTI sector 4  
ROMANIA

#### QUATRIÈME SECTION

CEDH-LF4.0aR NCP IMSI CTE (mod)  
RIP/dss

06/09/2021

**Requête n° 32916/20**  
**Camelia Bogdan c. Roumanie**

Madame,

#### Communication au gouvernement défendeur : phase non contentieuse

Le 01/09/2021, le président de la section à laquelle l'affaire a été attribuée a décidé de donner connaissance d'une partie de la requête au gouvernement défendeur<sup>5</sup>.

La procédure après la communication est séparée en deux phases dont la première, non contentieuse, permet aux parties d'explorer les possibilités d'un règlement amiable. Si les parties ne parviennent pas à un accord, s'ensuivra la phase contentieuse, avec un échange d'observations sur la recevabilité et le fond.

Il a en conséquence été décidé d'inviter les parties à discuter, avant le **29/11/2021**, des conditions d'un règlement amiable, avec l'assistance du greffe, sans préjuger de l'issue de l'affaire si les négociations en vue d'un tel règlement s'avéraient infructueuses.

#### Règlement amiable

Au vu des circonstances de la présente affaire ainsi que de la jurisprudence et de la pratique de la Cour, j'estime qu'un règlement amiable est possible.

Je vous adresse ci-joint un projet de déclaration qui contient les détails du règlement amiable proposé. Une lettre dans les mêmes termes a été adressée au Gouvernement et vous trouverez ci-joint une copie du projet de déclaration qui lui a été envoyé.

Je vous invite à m'indiquer **avant la date susmentionnée** si la requérante accepte cette proposition. Dans l'affirmative, la déclaration de la partie requérante, dûment datée et signée, devra me parvenir dans le même délai.

<sup>5</sup>. Article 54 § 2 (b) du règlement de la Cour.

En cas d'accord entre les parties, la Cour décidera si la requête doit être rayée du rôle<sup>6</sup>.

**Une stricte confidentialité s'attache aux négociations menées en vue d'un règlement amiable<sup>7</sup>.**  
Toute proposition ou observation à cet égard doit être exposée dans un document séparé, dont le contenu ne doit être évoqué dans aucune des observations formulées dans le cadre de la procédure principale.

#### Phase contentieuse

Si les parties ne résolvent pas l'affaire **avant la date susmentionnée**, s'ensuivra la phase contentieuse. Un nouveau délai, de 12 semaines, sera alors accordé au Gouvernement pour présenter

- un exposé des faits et
- ses observations écrites sur la recevabilité et le bien-fondé des griefs tirés des articles 6 § 1 (droit d'accès à un tribunal) et 8 de la Convention.

#### Attribution de la requête à un comité

La Cour pourrait considérer que les questions soulevées dans la présente affaire font déjà l'objet d'une jurisprudence bien établie de la Cour (pour le premier grief, *Camelia Bogdan c. Roumanie*, n° 36889/18, §§ 64-79, 20 octobre 2020, pour le deuxième grief, *mutatis mutandis, D.M.T. et D.K.I. c. Bulgarie*, n° 29476/06, §§ 108-115, 24 juillet 2012)<sup>8</sup>. En conséquence, elle pourrait décider d'attribuer la requête à un comité de trois juges.

#### Affaire à impact

La Cour a considéré que cette requête pourrait constituer une affaire à impact.

#### Langues officielles

Je vous informe qu'à ce stade de la procédure toutes les observations émanant des requérants ou de leurs représentants doivent être rédigées dans l'une des langues officielles de la Cour, c'est-à-dire le français ou l'anglais.

#### Accès public à l'affaire

**Je vous rappelle que tous les documents du dossier sont publics<sup>9</sup>, excepté ceux concernant le règlement amiable.** De plus, certains documents, comme les décisions, les arrêts ou les exposés des faits, sont publiés sur le site Internet de la Cour.

Il s'ensuit que toute personne peut obtenir l'accès aux informations contenues dans le dossier, qui inclut le formulaire de requête et tous les documents ajoutés ultérieurement par les parties et les éventuelles tierces parties. Si ces documents mentionnent des noms ou des données personnelles, gardez à l'esprit qu'ils pourraient ainsi être divulgués, traduits et diffusés. Le contenu du dossier peut aussi permettre d'identifier indirectement des personnes, sans que leurs noms y figurent.

<sup>6</sup>. Article 39 de la Convention.

<sup>7</sup>. Article 62 § 2 du règlement.

<sup>8</sup>. Article 28 § 1 (b).

<sup>9</sup>. Articles 33 et 47 du règlement.

Si vous avez des objections à ce que ce contenu reste accessible et souhaitez demander une dérogation, vous devez dès que possible en informer la Cour. Il vous faudra présenter des raisons valables pour justifier une telle exception. Le président examinera ensuite votre demande et décidera si l'accès au dossier doit être limité, de façon partielle ou totale<sup>10</sup>.

Une partie souhaitant révéler à un tiers une quelconque information sur la requête doit se référer à la politique de protection de données de la Cour et aux obligations juridiques nationales et internationales pertinentes<sup>11</sup>.

#### Note d'information

Vous trouverez ci-joint une note d'information à l'intention de la partie requérante concernant la procédure après la communication d'une requête.

#### Décision partielle

En ce qui concerne le restant de la requête, le président de la section, siégeant en formation de juge unique (assisté d'un rapporteur conformément à l'article 24 § 2 de la Convention), l'a déclaré irrecevable.

En effet, compte tenu de l'ensemble des éléments en sa possession et dans la mesure où il est compétent pour connaître des allégations formulées, il a estimé que les conditions de recevabilité prévues par les articles 34 et 35 de la Convention n'étaient pas remplies.

Cette décision est définitive. Elle n'est susceptible d'aucun recours que ce soit devant la Grande Chambre ou un autre organe. Le greffe ne sera pas en mesure de vous fournir d'autres précisions sur la décision du juge unique. Cette communication vous est faite en application de l'article 52A du règlement de la Cour.

Veuillez agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

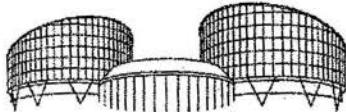


Greffière adjointe de section

P.J. : Objet de l'affaire et Questions  
Déclarations  
Note d'information

<sup>10</sup>. L'article 33 § 2 du règlement dispose : « L'accès du public à un document ou à une partie d'un document peut être restreint dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties ou de toute personne concernée l'exigent, ou, dans la mesure jugée strictement nécessaire par le président de la chambre, lorsque, dans des circonstances spéciales, la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

<sup>11</sup>. Politique de la Cour : <https://www.echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=privacy&c=fr>. L'article 6 de la Convention (no 108) pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du Conseil de l'Europe dispose : « Les données à caractère personnel révélant l'origine raciale, les opinions politiques, les convictions religieuses ou autres convictions, ainsi que les données à caractère personnel relatives à la santé ou à la vie sexuelle, ne peuvent être traitées automatiquement à moins que le droit interne ne prévoie des garanties appropriées. Il en est de même des données à caractère personnel concernant des condamnations pénales. »



## Notă informativă în atenția reclamanților

### Comunicarea cererii către guvernul părât

În urma examinării preliminare a admisibilității unei cereri, Curtea a decis, în baza art. 54 § 2 b) din Regulament, să comunice cererea Guvernului părât și să îl invite să prezinte observații scrise asupra admisibilității și fondului întregii cereri sau doar a unuia sau mai multor capete de cerere pe care le-ați prezentat. În cazul adoptării unei decizii de inadmisibilitate parțială, examinarea capetelor de cerere declarate inadmisibile este terminată și nu trebuie să formulați alte observații referitoare la această parte a cererii.

### Procedura non-contencioasă

#### 1. Reprezentarea legală și asistența judiciară

În baza art. 36 §§ 2 și 4 din regulament, după comunicarea cererii, reclamantul trebuie să fie reprezentat în fața Curții de către un avocat, cu excepția unei decizii contrare a Curții. În situația în care întâmpinăți dificultăți în găsirea unui avocat, baroul local sau național vă poate îndruma în acest sens. Dacă nu dispuneți de mijloace financiare suficiente pentru a face față cheltuielilor ocazionate de angajarea unui avocat, aveți posibilitatea să solicitați Curții acordarea asistenței judiciare (potrivit art. 105 și următoarelor din regulament). În principiu, asistența judiciară nu se acordă decât în cazul unor cereri care ridică probleme complexe atât în fapt cât și în drept, nu și în cazul cererilor de natură repetitivă. În plus, asistența judiciară din partea Curții constă într-o sumă globală ce trebuie înțeleasă ca o contribuție la cheltuielile ocazionate de reprezentarea legală a reclamantului. Acordarea asistenței judiciare nu înseamnă că numirea avocatului îi revine Curții. Căutarea și alegerea avocatului trebuie să fie făcute de reclamant.

În cursul procedurii non-contencioase, reclamantul poate solicita să-și prezinte singur cauza. În acest caz solicitarea va fi transmisă președintelui pentru examinare (în conformitate cu prevederile art. 36 § 2 din regulament, *in fine*).

#### 2. Soluționarea pe cale amiabilă

##### Dacă v-a fost trimisă o declarație de soluționare pe cale amiabilă

În lumina jurisprudenței și practicii Curții, prezenta cauză ar putea fi soluționată dacă părțile acceptă declarația anexată și, îndeosebi, dacă guvernul achită o sumă de bani care să acopere daunele provocate și cheltuielile efectuate de către reclamant.

Reclamantul este invitat ca până la data în termen de 12 săptămâni să indice grefei Curții dacă acceptă această propunere. În caz afirmativ, în același termen trebuie să returnați grefei declarația dumneavoastră, datată și semnată în mod corespunzător. O scrisoare în aceiași termeni a fost adresată Guvernului, iar în copie găsiți anexat proiectul de declarație care i-a fost trimis acestuia.

##### Dacă nu v-a fost trimisă o declarație de soluționare pe cale amiabilă

Părțile sunt invitate ca până în termen de 12 săptămâni să prezinte Curții poziția lor referitoare la posibilitatea soluționării cererii pe cale amiabilă și propunerile pe care doresc să le facă în acest scop (art. 62 din regulament). Dacă părțile sunt interesate de o soluționare pe cale amiabilă, grefa este în măsură să facă sugestii referitoare la condițiile unei astfel de soluționări. Dacă guvernul face o propunere în acest sens, veți avea posibilitatea să o comentați. Negocierile în vederea unei soluționări pe cale amiabilă sunt strict confidențiale, iar propunerile și observațiile în acest sens

trebuie prezentate într-un document aparte, al cărui conținut nu trebuie menționat în cadrul observațiilor din procedura contencioasă.

### 3. Declarația unilaterală

În principiu, în caz de eșec al negocierilor în scopul soluționării pe cale amiabilă, Guvernul poate transmite o declarație unilaterală. În cazul în care Guvernul transmite o declarație unilaterală, Curtea va decide, în baza art. 37 § 1 c) al Convenției, dacă se justifică continuarea examinării cererii. Dacă reclamantul este de acord cu condițiile declarației unilaterale, Curtea va examina cererea conform procedurii de soluționare pe cale amiabilă.

### Procedura contencioasă

Dacă părțile nu sunt de acord cu soluționarea pe cale amiabilă până la data susmenționată, Curtea va proceda la soluționarea cererii conform procedurii contencioase. În acest caz, va trebui să desemnați un avocat pentru a vă reprezenta în fața Curții, în baza art. 36 §§ 2 și 4 din regulamentul Curții. La fel ca și în cazul procedurii non-contencioase, veți avea posibilitatea să solicitați să vă prezentați singur cauza în acest stadiu al procedurii. O astfel de cerere va fi transmisă președintelui pentru examinare.

### Protectia datelor / Accesul public la dosar

Vă este atrasă atenția asupra faptului că toate documentele dosarului sunt publice<sup>1</sup>, cu excepția celor referitoare la reglementarea pe cale amiabilă. În plus, anumite documente, cum ar fi deciziile, hotărârile sau expunerile faptelor, sunt publicate pe pagina Internet a Curții.

Prin urmare, orice persoană poate avea acces la informațiile conținute în dosar, constituit din formularul de cerere și toate documentele depuse ulterior de părți sau de eventualele terțe părți. Dacă aceste documente precizează nume sau date personale, rețineți că acestea ar putea astfel fi divulgăte, traduse sau difuzate. Conținutul unui dosar poate de asemenea permite identificarea indirectă a unor persoane, fără ca numele acestora să fie precizate.

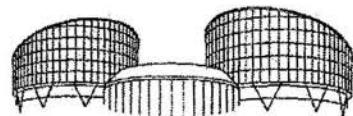
Dacă aveți obiecții referitoare la accesibilitatea conținutului dosarului și doriți să solicitați o derogare, trebuie să informați Curtea în cel mai scurt timp posibil. Va trebui să prezentați motive întemeiate pentru a justifica o astfel de excepție. Președintele va examina solicitarea dumneavoastră și va decide dacă accesul la dosar trebuie să fie restrâns, parțial sau integral<sup>2</sup>.

Dacă una din părți înțelege să comunice unui terț orice informație despre cerere, trebuie să respecte regulile Curții în materie de protecție a datelor ([www.echr.coe.int/privacy](http://www.echr.coe.int/privacy)) precum și prevederile juridice naționale și internaționale pertinente<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Articolele 33 și 47 din regulament

<sup>2</sup> Articolul 33 § 2 din regulament prevede: "Accesul publicului la un document sau la o parte a unui document poate fi restrâns din motive de moralitate, de ordine publică sau de siguranță națională într-o societate democratică, atunci când interesele minorilor sau protecția vieții private a părților sau a oricărei persoane la care se face referire impun această măsură, sau atunci când președintele camerei consideră, în circumstanțe speciale, că publicitatea ar dăuna intereselor justiției și decide că este necesară această măsură".

<sup>3</sup> Regulile Curții: <https://www.echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=privacy&c=fre>. Articolul 6 al Convention no. 108 for the Protection of Individuals with regard to Automatic Processing of Personal Data a Consiliului European prevede: "Datele personale despre originea rasială, opiniile politice, convingerile religioase sau alte convingeri, precum și datele personale cu privire la sănătate sau la viața sexuală nu pot fi operate în mod automat decât dacă dreptul intern prevede garanții adecvate. Aceeași regulă se aplică operării datelor personale cu privire la condamnările penale."



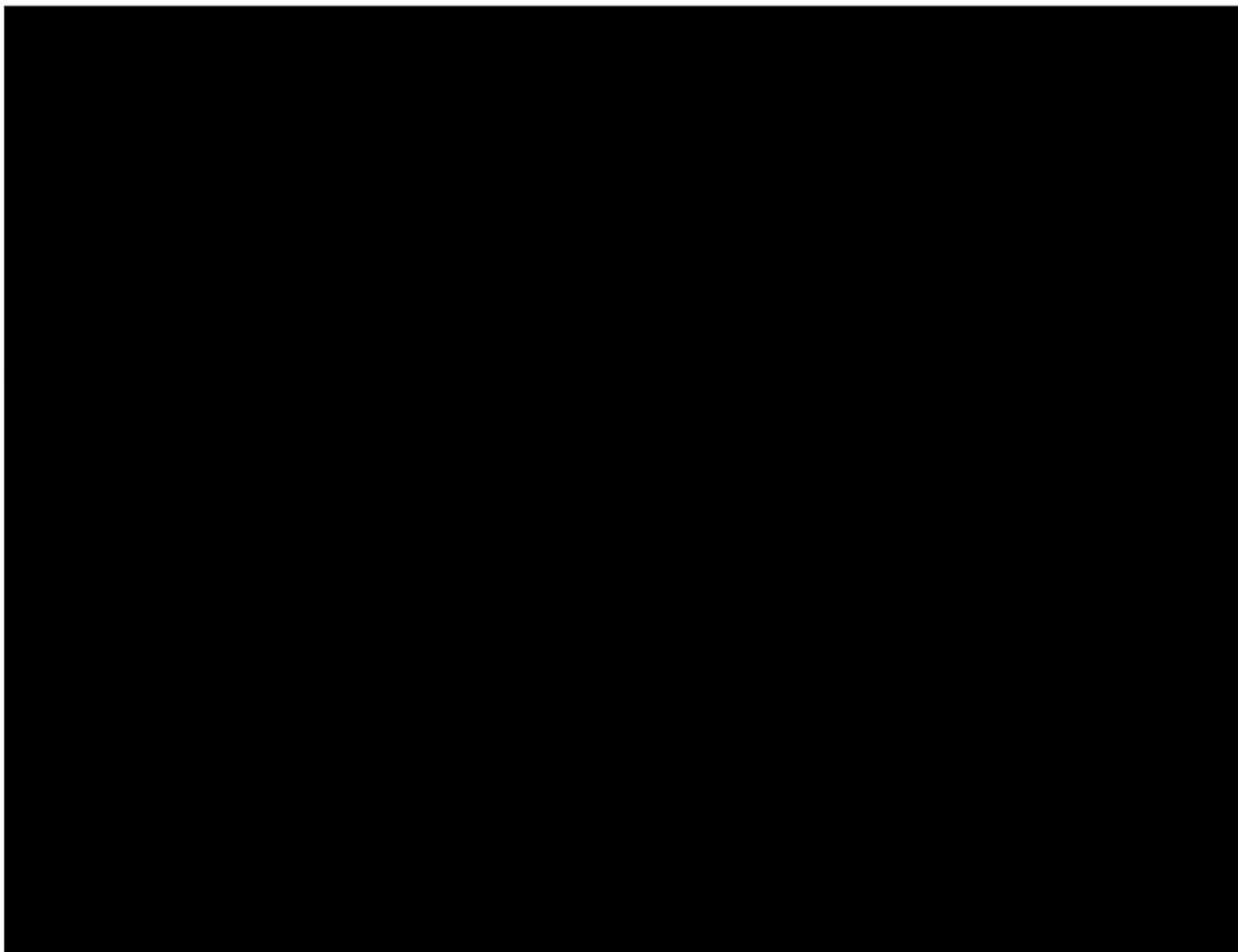
EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS  
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

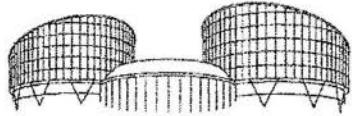
## DÉCLARATION

CEDH-LF16.0aR

RIP/dss

AFFAIRE CAMELIA BOGDAN c. ROUMANIE  
(Requête n° 32916/20)





EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS  
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

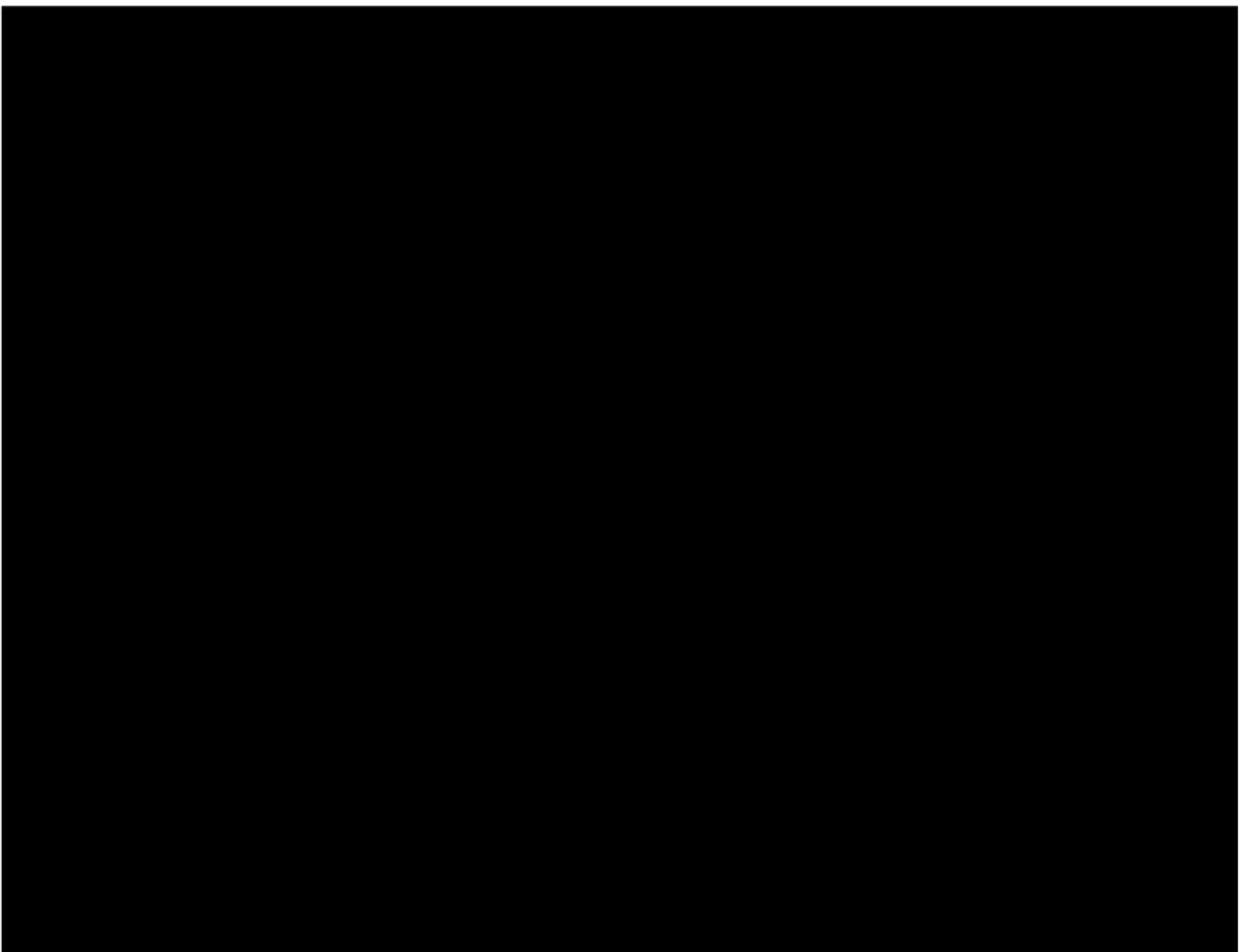
**COPIE**

**DÉCLARATION**

CEDH-LF16.0aG

RIP/dss

**AFFAIRE CAMELIA BOGDAN c. ROUMANIE**  
**(Requête n° 32916/20)**



**COPIE**